



Novembre 2023



## RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS MULTISECTORIELS

### Zones couvertes

Bossebele – Paoua – Kouango  
– Nana Bakassa

**Réalisé par le consortium**

Cri des Abandonnés de la Crise Centrafricaine,  
Humanitarian Data Support, lead

# RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS MULTISECTORIELS

novembre 2023

[leonce@hds-rca.cf](mailto:leonce@hds-rca.cf)  
[www.hds-rca.cf](http://www.hds-rca.cf)

+236 72 21 12 95 / 75 03 62 68

# SOMMAIRE

Abbréviations .....	iii
Liste des figures .....	iv
Liste des tableaux .....	v
Introduction.....	1
1. Objectifs .....	1
2. Résultats attendus.....	1
1.0. Méthodologie.....	2
1.1. Lieu – durée et équipe de la mission .....	2
1.2. Les outils de collecte.....	2
Préparation de la mission de collectes.....	2
Formation théorique .....	2
Activité pratique pilote.....	2
1.3. Echantillonnage.....	2
1.4. Traitement et analyse .....	2
1.5. Assurance qualité .....	2
1.6. Limite de l'évaluation .....	3
2.0. Résultats et analyse des données de l'enquête.....	3
2.1. Profil des enquêtés .....	3
2.2. Sécurité alimentaire.....	3
2.3. Economie des ménages .....	6
2.4. Eau-Hygiène-Assainissement.....	8
2.4.1. Eau.....	8
2.4.2. Hygiène .....	9
2.4.3. Assainissement .....	10
2.5. Protection et redevabilité.....	11
2.5.1. Protection .....	11
2.5.2. Redevabilité et engagement communautaire .....	12
Conclusion et Recommandations.....	14

# ABBREVIATIONS

<b>ATPC</b>	Assainissement Total Piloté par les Communautés
<b>CHS</b>	Core Humanitarian Standard
<b>CSI</b>	Coping Strategy Index
<b>EHA</b>	Eau Hygiène Assainissement
<b>EMF</b>	Etablissement de micro-finance
<b>FACA</b>	Forces Armées Centrafricaines
<b>HDS</b>	Humanitarian Data Support
<b>ONG</b>	Organisation non Gouvernemental
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>rCSI</b>	Reduced Coping Strategy Index
<b>SCA</b>	Score de Consommation Alimentaire

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Proportion par statut de mouvement .....	3
Figure 2: SCA global.....	4
Figure 3: SCA par localité .....	4
Figure 4: CSI global .....	4
Figure 5: CSI par localité.....	4
Figure 6: Les 3 Principales activités des ménages .....	6
Figure 7: Principales contraintes aux principales activités des ménages.....	6
Figure 8: Principales sources de revenu en argent liquide des ménages .....	6
Figure 9: Principales contraintes aux sources de revenu en argent liquide des ménages .....	6
Figure 10: Revenu moyen par zone et par sexe des personnes interviewées.....	7
Figure 11: Principaux postes de dépenses et proportion par rapport au revenu moyen mensuel des ménages.....	7
Figure 12: Source d'approvisionnement en eau .....	8
Figure 13: Problèmes d'accès à l'eau .....	8
Figure 14: Proportion des ménages par nombre de récipient .....	8
Figure 15: Espace utilisé pour se soulager .....	10
Figure 16: Stratégie face au problème de latrine.....	10
Figure 17: Séparation de la latrine par genre.....	10
Figure 18: Hygiène des latrines.....	10
Figure 19: Existence d'un dispositif de lavage de mains .....	10
Figure 20: Principales sources de tension dans la communauté.....	11
Figure 21: Niveau des cas de violence conjugale dans la communauté .....	11
Figure 22: Niveau des cas de maltraitance/violence émotionnelle dans les zones de l'enquête.....	11
Figure 23: Proportion de participants n'ayant pas connaissance du mécanisme de retour de plaintes .....	12
Figure 24: Proportion de la connaissance du mécanisme de plainte par localité .....	12
Figure 25: Proportion de participants ayant connaissance du mécanisme et ayant déposé une plainte .....	12
Figure 26: Proportion des participants ayant reçu ou non de retour à leur plainte .....	12

## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 2: Principaux problèmes au fonctionnement du marché .....</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 3: Principaux chocs enregistrés par les ménages.....</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 4: Stratégie au problème d'eau .....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 5: Matériels utilisés pour la menstruation.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 6: Problèmes liés au matériel de menstruation.....</i>	<i>9</i>

# INTRODUCTION

Les crises militaro-politiques et socio-économiques répétitives qui ont secoué la République centrafricaine depuis plus d'une décennie ont causé une crise humanitaire et de protection de grande ampleur. Presque toutes les parties du pays ont été touchées par ces crises marquées par des déplacements forcés des populations, des besoins de plus en plus grands dans tous les secteurs et nécessitent une réponse pour aider à soulager la souffrance des communautés très déjà affectées.

En dépit des multiples efforts déployés par les acteurs humanitaires afin d'identifier les besoins prioritaires et fournir l'assistance appropriée depuis le temps de ces crises, le contexte sécuritaire encore fragile et très volatil reste et demeure un facteur critique qui contribue à la dégradation des conditions de vie des populations centrafricaines. A cela s'ajoute la résurgence des crises marquées par des affrontements sporadiques entre les groupes armés et les Forces Armées Centrafricaine (FACA), le conflit agriculteur-éleveur, la tension intercommunautaire dans certaines parties du pays. Une collecte des données sur les besoins tant humanitaires qu'en protection des communautés affectées et la mise à jour régulière des informations permettent de tenir la communauté humanitaire en alerte afin d'aider à sauver des vies et assurer la dignité des personnes affectées dans des zones touchées. Humanitarian Data Support (HDS) s'engage à jouer ce rôle à travers la réalisation d'une évaluation multisectorielle dans Les préfectures de l'Ombella-M'Poko, la Ouaka et Lim-Pendé.

Les différents secteurs ciblés par cette évaluation sont entre autres, l'eau – hygiène et assainissement, la sécurité alimentaire et nutrition, la protection et la redevabilité avec un accent sur le mécanisme de gestion de plaintes.

## 1. OBJECTIFS

Cette enquête permet à HDS et Cris des Abandonnés de la Crise en Centrafrique (CACC) de disposer et partager des données de haute qualité sur les différents besoins prioritaires des ménages affectés par les conflits en RCA en vue d'une réponse holistique et adaptée par des différents acteurs humanitaires.

De façon spécifique :

Collecter les données sur le profil des ménages des zones ciblées

Collecter et analyser les données sur des besoins prioritaires des ménages par secteur sus cités

Disposer des besoins multisectoriels prioritaires des ménages des zones ciblées

Mettre à disposition des différents clusters les données avec les informations leur permettant de fournir une réponse (assistance) aux personnes affectées ;

Proposer des pistes d'amélioration de la qualité de prestation des acteurs humanitaires afin de renforcer leur redevabilité envers les communautés.

## 2. RESULTATS ATTENDUS

Les données sur le profil des ménages des zones ciblées sont collectées et disponibles ;

Les données sur les besoins prioritaires des ménages par secteur sont collectées et analysées ;

Une expertise multisectorielle des besoins prioritaires des ménages des zones ciblées est disponible ;

Les données et les informations pertinentes sont mises à disposition des différents clusters leur permettant de fournir une réponse (assistance) aux personnes affectées ;

Des pistes d'amélioration de la qualité de prestation des acteurs humanitaires sont proposées afin de renforcer leur redevabilité envers les communautés.

# 1.0. METHODOLOGIE

## 1.1. LIEU – DUREE ET EQUIPE DE LA MISSION

L'équipe HDS et CACC dédiée à cette mission a été composée de 15 personnes. La mission de collecte a été réalisée pendant 18 jours dans quatre (4) sous-préfectures (Bossembélé, Kouango, Paoua et Nana-Bakassa).

Bangui a abrité les travaux préparatoires de la mission, de la compilation et du traitement des données. Les zones de Kouango, Paoua, Nana Bakassa et de Bossembélé ont, quant à elles, abrité les collectes des données primaires de l'enquête qualitative.

## 1.2. LES OUTILS DE COLLECTE

La méthodologie quantitative a été utilisée pour cette évaluation. A cet effet, un questionnaire de collecte de données a été élaboré et déployé sur la plateforme kobo. Le questionnaire finalisé a été par la suite téléchargé sur des smartphones utilisés lors de l'administration auprès des répondants sélectionnés. Il y a lieu de noter qu'un guide d'entretien a été conçu afin de compléter les données quantitatives des données qualitatives mais n'a finalement pas pu être utilisé faute de moyen et de temps.

### Préparation de la mission de collectes

La mission de collecte des données a été précédée d'une phase préparatoire scindée en deux étapes :

#### Formation théorique

Une formation théorique a été facilitée par l'équipe HDS au bénéfice de celle de CACC avant le déploiement sur terrain. Cette formation a été focalisée sur l'approche méthodologique d'administration des formulaires, de l'exercice de traduction des mots clés des différents formulaires en Sango.

#### Activité pratique pilote

Les enquêteurs qui ont facilités la collecte des données ont été recrutés localement. Avant le démarrage de la collecte, un renforcement de capacités théoriques leur été faite sur les mêmes thématiques traitées à Bangui et facilité par l'équipe HDS.

## 1.3. ECHANTILLONNAGE

Pour déterminer la taille de l'échantillon, le logiciel statistique « Sample size calculator » en ligne<sup>1</sup> a été utilisé. Le seuil de confiance de 99% et une marge d'erreur de 10% ont été employés pour définir la taille de l'échantillon. La population cible était composée de 42 062 ménages. En appliquant le seuil de confiance et la marge d'erreur ci-dessus mentionnés, la taille de l'échantillon calculée a donné 655 ménages.

## 1.4. TRAITEMENT ET ANALYSE

Les données collectées à travers les smartphones via la plateforme KoboCollect ont été synchronisées sur le serveur dédié puis extraites sous format Excel. Le tableur Excel a ainsi permis les différentes phases de traitement et enfin l'analyse des données à la base de ce rapport.

## 1.5. ASSURANCE QUALITE

Afin de s'assurer de la conformité et de la qualité des données ainsi que de leur analyse en lien aux réalités existantes dans le pays, HDS a partagé la copie du brouillon du présent rapport au cluster sécurité alimentaire pour lecture et amendement avant sa publication.

<sup>1</sup> <http://www.raosoft.com/samplesize.html>

Afin d'assurer la qualité des données, des restrictions et contraintes spécifiques à certaines questions (ordre de priorité, champ obligatoire, champ calculé, etc..) seront prises en compte pendant l'encodage du formulaire sur kobo. Le nombre des ménages à interviewés par jour sera raisonnable et les données collectées par chaque agent enquêteur est vérifié à la fin de la journée par le superviseur avant la synchronisation sur le serveur. Le gestionnaire du serveur procède ensuite à une analyse journalière de la qualité des données et la performance de chaque enquêteur. Une réunion-bilan est faite le lendemain sur les points à améliorer ainsi des correctifs à faire afin d'assurer la fiabilité et la qualité des données collectées.

Par ailleurs avant la mise en œuvre de cette évaluation nous avons reçu l'appui des clusters SECAL et WASH. Le cluster SECAL nous a été d'un grand appui dans la finalisation du questionnaire d'enquête et de la méthodologie que nous avons utilisée afin de mener à bien cette évaluation. L'apport du cluster WASH est la mise à disposition du consortium HDS&CACC de l'outil de collecte harmonisé qui n'est rien d'autre que le fichier xlsform qui nous a permis non seulement de vite mettre sur la plateforme Kobo mais aussi de comprendre un peu les indicateurs les plus important en matière de WASH

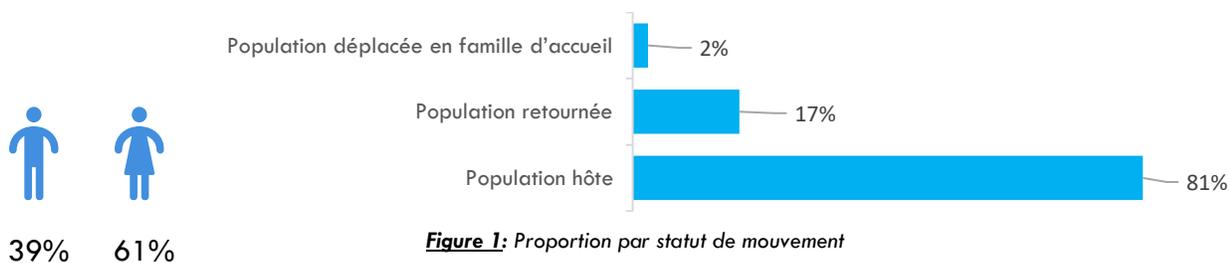
## 1.6. LIMITE DE L'EVALUATION

Cette mission d'évaluation comme toute activité terrain ne s'est pas déroulé sans difficulté. Nous citerons le cas de l'état de la dégradation des routes qui n'a pas facilité l'accès à certaines localités.

## 2.0. REQUILTAS ET ANALYSE DES DONNEES DE L'ENQUETE

### 2.1. PROFIL DES ENQUETES

L'échantillon est composé de 39% d'hommes et de 61% de femmes dont 62% sont des chefs de ménage. Le graphique ci-dessous donne les détails des différents profils rencontrés.



62% de l'échantillon sont des chefs de leur ménage.

### 2.2. SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse de la sécurité alimentaire pour cette étude a été focalisée essentiellement sur le Score de Consommation Alimentaire (SCA) et l'indice des stratégies d'adaptation (de l'anglais Coping Strategies Index – CSI).

Le SCA est un score composite utilisé comme indicateur de substitution de la consommation alimentaire et donc de l'accès à l'alimentation<sup>2</sup>. Il est basé sur un rappel des 7 jours sur les types/groupes d'aliments (diversité) et la fréquence de consommation. Le résultat montre une proportion presque similaire entre les différents scores. La proportion (35%) des ménages qui ont un score limite (c'est-à-dire qualité des repas inadéquats) est sensiblement égale à celle (34%) des ménages qui ont un score de consommation acceptable (c'est-à-dire qui ont une alimentation adéquate). Les graphiques ci-dessous donnent les détails des résultats du SCA global et par localité.

<sup>2</sup> Indicateur de la sécurité alimentaire, Malick Ndiaye, VAM Officer PAM bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, Dakar juin-2014 (p.4)

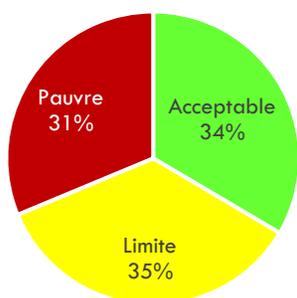


Figure 2: SCA global



Figure 3: SCA par localité

L'analyse de ces graphiques montre qu'une portion assez importante (31%) des ménages est confrontée à un SCA qui confirme que la quantité et la qualité de leur alimentation sont inadéquates. Des quatre (4) localités, la préfecture de la Ouaka présente une proportion de répondants à SCA pauvre et limité bien plus élevée (11% et 14%) que les autres localités.

L'observation de la figure 2 montre que 66% des ménages interviewés ont un score de consommation alimentaire inadéquat dont 31% ont une consommation pauvre. Ce qui

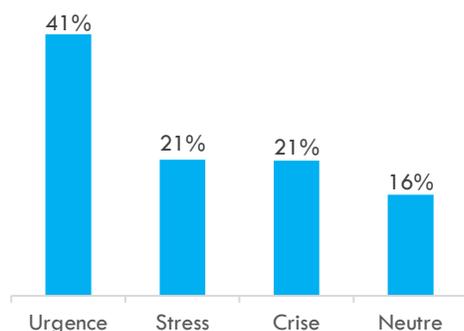


Figure 4: CSI global

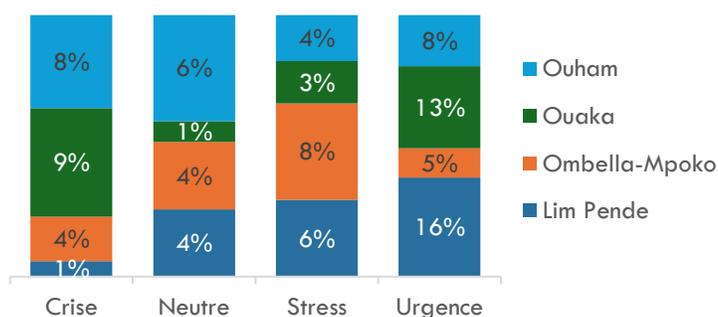


Figure 5: CSI par localité

Ces résultats sont le reflet du comportement alimentaire des ménages interviewés. Cela est confirmé à travers le résultat de l'indice des stratégies d'adaptation réduit (de l'Anglais Reduced Coping Strategies Index - rCSI) et le CSI global. Le comportement alimentaire dominant en termes de stratégie d'adaptation réduite consiste à « consommer des aliments moins favorisés et moins chers (24%) » puis la réduction du nombre de repas (21%) et la diminution de la portion alimentaire (21%). Le score moyen du rCSI calculé est de 13. Plus il augmente, les ménages adoptent l'ensemble des cinq stratégies même si elles ne sont pas si drastiques que cela. Du coup, le CSI global calculé traduit que la plupart (41%) des ménages est en situation d'urgence alimentaire. D'ailleurs, 88% des ménages confirment rencontrer des difficultés à se nourrir dont la cause principale est liée au manque d'argent/pauvreté (94%). Notons que la principale source de nourriture des ménages est le marché (91%). Même si 82% confirme qu'ils ont accès au marché qui ne fonctionne bien qu'en période post-récolte, ils ont tout de même évoqué les principales difficultés liées au bon fonctionnement du marché tel que présenté par le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 1: Principaux problèmes au fonctionnement du marché

	Lim Pende	Ombella-Mpoko	Ouaka	Ouham	Total
Eloignement du marché	6%	6%	44%	6%	61%
Les produits sont chers	11%	0%	33%	6%	50%
Le marché n'est pas bien approvisionné	11%	0%	6%	6%	22%
Les produits ne sont pas disponibles	11%	0%	0%	6%	17%
Insécurité sur la route	0%	0%	0%	6%	6%

Ces résultats démontrent que le coût élevé des produits constitue un facteur limitant l'accès des ménages à une alimentation en quantité et qualité adéquates. A cela s'ajoute le facteur de la disponibilité car seulement 38% des ménages ont déclaré disposer de réserve alimentaire dont la durée ne pourrait pas dépasser 3 mois.

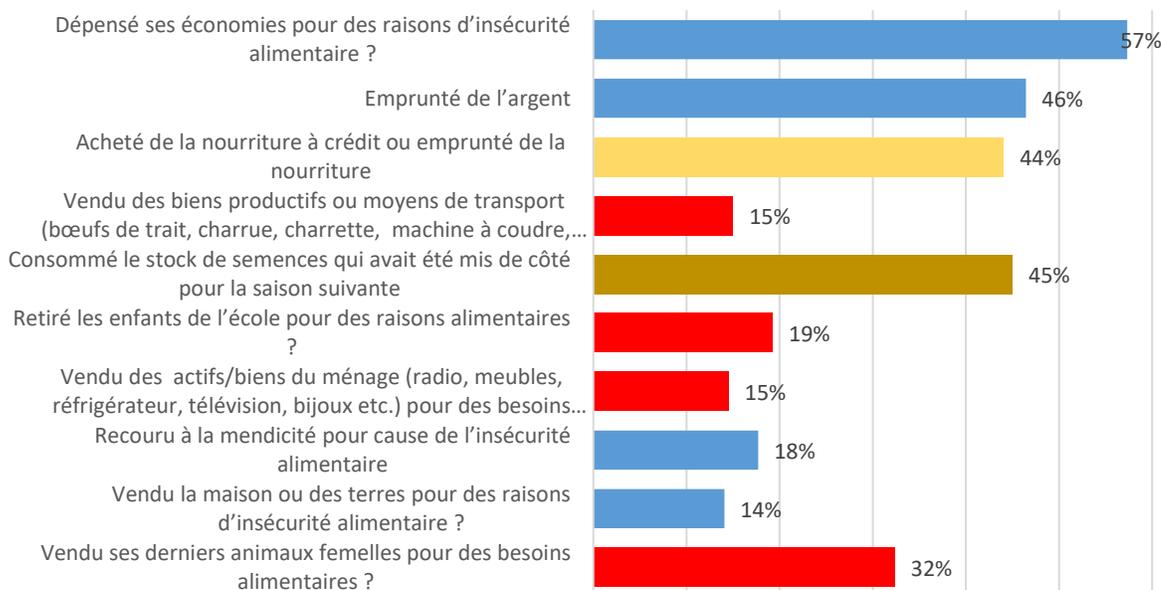
Cette situation n'épargne pas les enfants qui sont victimes des cas de malnutrition. 21% des ménages interviewés ont déclaré qu'il existe des cas d'enfants malnutris au sein de leur ménage pris en charge pour une durée entre 1 et 3 mois par les centres de santé.

Les différents chocs enregistrés par les ménages présentés par le tableau ci-dessous corroborent bien la situation déjà susmentionnée et est en adéquation avec les données du rapport de l'Indice des Prix de Consommation (IPC) publié en mai 2023 dont les résultats ont placés les zones hôtes de cette évaluation en phase 3 c'est-à-dire en phase de crise principalement marquée par une insuffisance aiguë et critique de l'accès à l'alimentation assortie des cas de malnutrition grave et un épuisement accéléré des avoirs relatifs aux moyens d'existence avec un risque que la population tombe dans la pauvreté chronique si rien est fait.

**Tableau 2:** Principaux chocs enregistrés par les ménages

Variables de chocs	Lim Pende	Ombella-Mpoko	Ouaka	Ouham	Total
Conflits armés	13%	6%	19%	24%	62%
Inflation de prix des produits alimentaires de base	5%	15%	15%	9%	44%
Déplacement par contrainte	1%	9%	12%	7%	29%
Inondation	10%	1%	17%	1%	29%
Attaque/ennemis de culture perte de récolte	4%	6%	6%	5%	21%
Sécheresse	2%	10%	0%	0%	12%
Disfonctionnement du marché	0%	7%	2%	1%	10%

Au vu des chocs enregistrés, les résultats de l'étude ont montré que les ménages ont développé diverse stratégies pour faire y faire. Le graphique ci-dessous donne la photographie des stratégies d'adaptation.



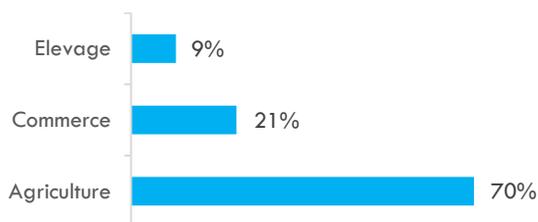
L'analyse de ce graphique montre que pour des raisons d'insécurité alimentaire, plus de la moitié (57%) des participants ont dépensé leur économie. Au moins 40% ont recouru au prêt d'argent et à l'achat de nourriture à crédit. Ces variables ont démontré que les ménages, dans une proportion assez importante vivent dans une situation de stress qui plonge dans la crise et l'urgence avec la consommation du stock de

semences (45%), la vente de biens productifs (15%) et les animaux femelles, le retrait des enfants de l'école (19%).

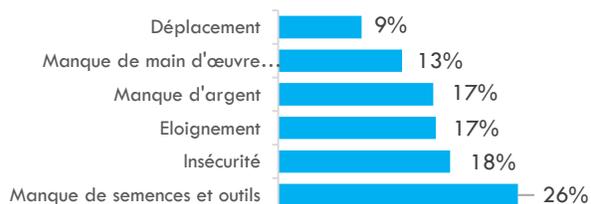
Les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages face aux différents chocs énumérés renforcent les résultats du SCA qui placent les zones couvertes par cette étude en situation de crise alimentaire.

**Point clé :** Les indicateurs calculés démontrent clairement que la plupart des ménages dans les zones interviewées sont en situation d'insécurité alimentaire. Le manque d'argent/La pauvreté est la cause principale évoquée par les enquêtés. A cela s'ajoute l'éloignement et la cherté des produits sur le marché qui pourtant est la principale source d'approvisionnement en nourriture des ménages.

### 2.3. ECONOMIE DES MENAGES



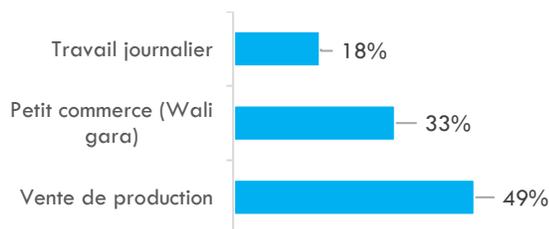
**Figure 6:** Les 3 Principales activités des ménages



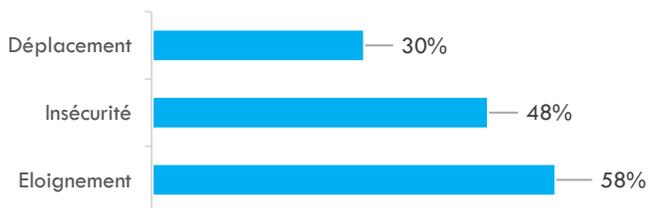
**Figure 7:** Principales contraintes aux principales activités des ménages

Les résultats de l'étude sur l'économie des ménages a montré que l'agriculture constitue la base de l'économie des ménages. C'est l'activité principale de 70% des ménages interviewés. Cependant, 26% manque d'outils et de semences pour exercer cette activité. Le graphique 6 montre les différentes proportions des répondants en lien avec les trois (3) activités économiques principales.

A ces activités principales, certaines contraintes majeures ont été relevées par les participants, tendant à les limiter voire empêcher leur développement. Au total six contraintes ont été mentionnées dont le manque de semences et d'outillages cité par 26% des répondants comme majeure. A cela s'ajoutent l'insécurité (18%) suivi de l'éloignement (17%), du manque d'argent (17%), du manque de main d'œuvre familiale (13%) et du déplacement de population. Une corrélation entre les proportions des contraintes et celles des activités principales démontre et confirme la place qu'occupe l'agriculture dans l'économie des ménages cibles. Les crises récurrentes même si elles ont baissé d'intensité, continue d'impacter négativement avec les vagues de criminalités à des degrés variables d'une zone à l'autre. L'insécurité cité par 18% des répondants démontre encore son impact sur les activités économiques et occupe le deuxième rang parmi les contraintes majeures.



**Figure 8:** Principales sources de revenu en argent liquide des ménages



**Figure 9:** Principales contraintes aux sources de revenu en argent liquide des ménages

En observant le graphique 8, il ressort que la vente de productions agricoles est la principale source de revenu en argent liquide de la moitié des ménages (49%) interviewés. Ce qui corrobore bien l'hypothèse selon laquelle l'agriculture est la base de l'économie des ménages ruraux. La vente des produits agricoles permet aux ménages de disposer de l'argent leur permettant de subvenir à d'autres besoins vitaux.

Cependant, le niveau de la production influencé par les contraintes ci-dessus ne leur permet pas de faire une vente à grande échelle.

Le petit commerce de wali gara (33%) constitue la deuxième source et démontre que certains ménages se lancent dans les AGR afin d'assurer leur autonomie financière. Les femmes chef de ménage pour la plupart ainsi que certaines épouses et filles sont les plus impliquées dans cette activité de petit commerce. Malheureusement, la plupart de ces ménages n'ont pas développé leur AGR dans une approche associative ni une vision entrepreneuriale afin d'assurer véritablement leur autonomie financière. Enfin, le travail journalier constitue la troisième source (18%) de revenu en argent liquide. Rappelons que ce travail journalier se résume en des activités temporaires d'entretien des champs et des petites prestations auprès des ONG et des privées. Les jeunes désœuvrés sont les plus concernés par cette activité.

Le montant de revenu moyen mensuel général des ménages qui est de 24 420XAF varie suivant les localités et les activités dominantes spécifiques à chaque zone avec un revenu moyen supérieur chez les ménages dirigés par les hommes (27 150 francs CFA) par rapport à celui des femmes (17 497 francs CFA).

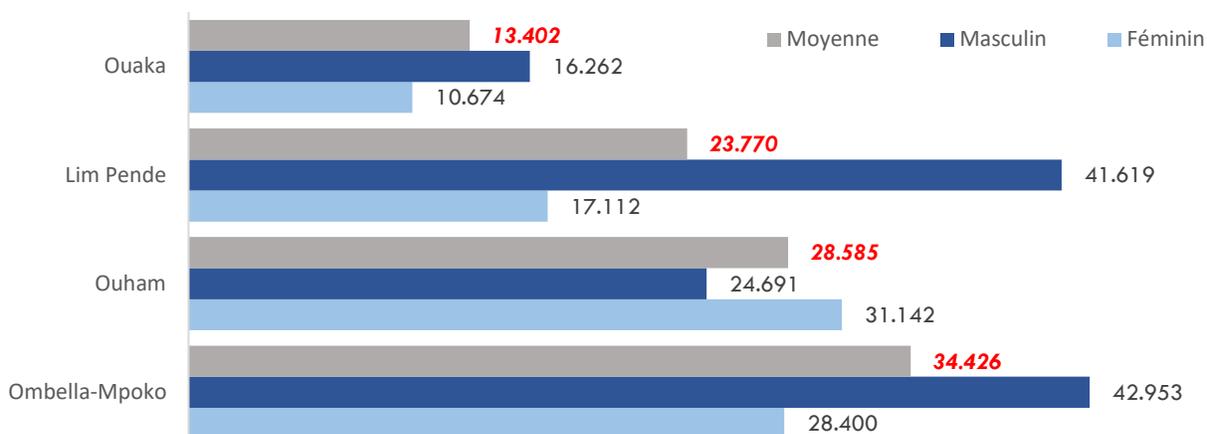


Figure 10: Revenu moyen par zone et par sexe des personnes interviewées

Dans la localité de l'Ombella-M'poko où la communauté exerce une activité minière, le coût de vie est très élevé du coup, la vente de production et le petit commerce génère plus revenu. Il en est de même pour l'Ouham.

Cependant, la nourriture consomme 60% du revenu moyen des ménages et constitue le premier poste de dépense des ménages. La santé est le deuxième poste et consomme 24% du revenu moyen des ménages enfin, l'éducation avec 20%. Dans la plupart des dépenses, ce sont les chefs de ménage (65%) qui apportent le plus d'argent. Le graphique ci-dessous montre la répartition des différentes postes de dépenses des ménages.

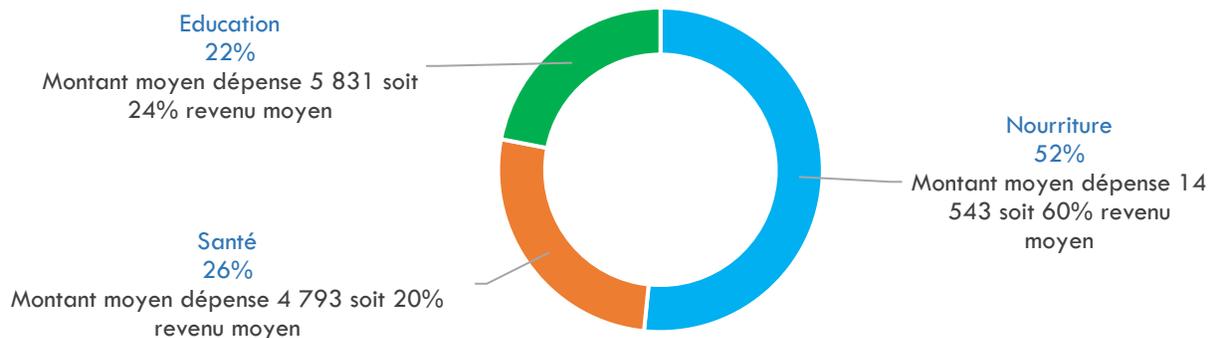


Figure 11: Principaux postes de dépenses et proportion par rapport au revenu moyen mensuel des ménages

L'analyse des sources de revenu en argent liquide a permis de noter que parmi la liste des six (6) contraintes aux activités principales, trois (3) d'entre elles constitue les freins majeurs qui s'opposent aux principales sources de revenus en argent liquides des ménages.

**Points clés :** L'économie des ménages se base essentielle sur les activités de l'agriculture dont la vente de la production leur génère de revenu en argent liquide. Bien que certains ménages se lancent dans des AGR individuelles comme deuxième source de revenu en argent liquide, ils restent limités car manque d'initiative associative et entrepreneuriale. Leur niveau de revenu moyen mensuel reste faible et confirme la précarité que vivent ces ménages. Les ménages sont consommateurs des revenus générés par leur source en argent liquide car 60% est investi dans l'alimentation. L'analyse du niveau de revenu moyen journalier montre que les ménages vivent avec environ 814XAF par jour soit environ 1,3\$ situé dans le seuil de la pauvreté. L'économie des ménages est de subsistance limitée à assurer l'accès de ses membres à une alimentation.

## 2.4. EAU-HYGIENE-ASSAINISSEMENT

### 2.4.1. Eau

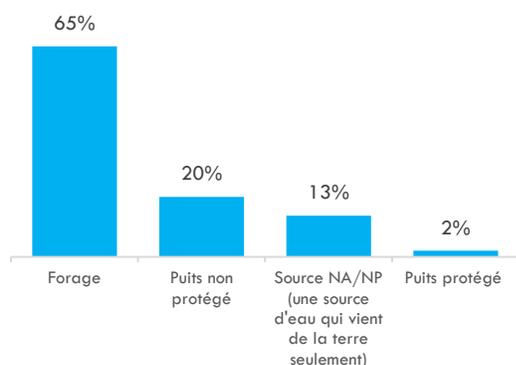


Figure 12: Source d'approvisionnement en eau



Figure 13: Problèmes d'accès à l'eau

Les résultats de cette évaluation tels que présentés par le graphique 11, montre que 65% des ménages s'approvisionnent en eau de forage supposée potable. Toutes fois, 19% qui s'approvisionnent en eau de puits non aménagé et 13% en eau de source non aménagé/non protégé prouve qu'une proportion non négligeable de la population n'a accès à l'eau potable. La population de la Ouaka plus précisément de Kouango est la plus touchée. Il faut souligner que les ménages interviewés ont évoqués plusieurs problèmes qui limitent leur accès à l'eau. Nous avons entre autres 26% qui parlent de point d'eau très éloigné et donc la corvée d'eau devient trop pénible à cause de la distance. 20% évoquent un accès difficile car trop d'attente (18%). Les femmes, les filles et les garçons en charge de la collecte d'eau sont les plus affectés par ces deux problèmes. Pour les enfants, le temps dédié à la corvée d'eau impacte sur leur étude. D'après certains témoignages, les enfants sortent très tôt pour faire une première corvée avant de partir pour l'école. Le soir, ils font encore une deuxième corvée avant de dormir. Le temps consacré à lire leur leçon est drastiquement réduit.

Notons que le nombre de corvée est justifié par la capacité de stockage d'eau très limitée des ménages comme l'on peut voire à travers le graphique ci-contre. Pour la plupart, les récipients de stockage sont les bidons de 20 Litres. Le standard dans le manuel Sphère prévoit 2,5L d'eau par personne par jour pour le besoin de survie (consommation d'eau de boisson et alimentation) ; 2-6L par personne par jour

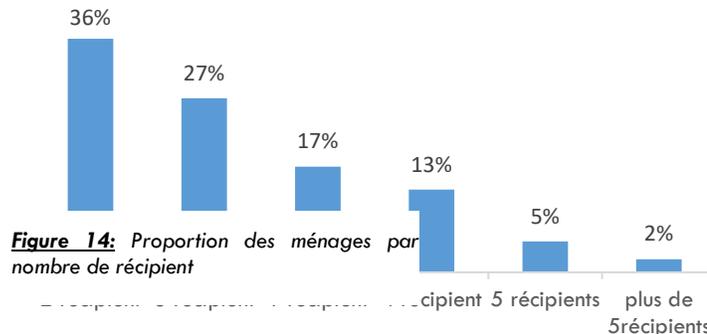


Figure 14: Proportion des ménages par nombre de récipient

pour les pratiques d'hygiène de base ; 2-6L par personne par jour pour les besoins de base pour la cuisine. Ce qui donne en moyenne 11L (minimum) à 15L (maximum) pour couvrir ces besoins. 3 Sur le graphique, 2 récipients soit 40L divisé par la taille moyenne des ménages qui est de 5, on trouve 8L d'eau par personne par jour pour 36% des ménages et 4L d'eau par personne par jour pour 17% des ménages. Ce qui veut dire que plus de la moitié des ménages (53%) ne disposent d'eau en quantité suffisante pour leurs différents besoins à savoir boire (31%), cuisiner (30%), Hygiène personnelle (28%) et usage domestique (12%). Le graphique ci-dessous donne les détails

Dans la Ouaka précisément à Kouango, 12% des ménages ont déclaré que les forages construits dans leur localité ne fonctionnent pas et 6% ont parlé de collecte d'eau dangereuse car cette situation les oblige à collecter l'eau de la rivière ou en brousse avec risque de noyade et l'insécurité. La stratégie d'adaptation des ménages pour faire face au problème d'eau est présentée dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 3:** Stratégie au problème d'eau

	Lim Pende	Ombella-Mpoko	Ouaka	Ouham	Total
Sources d'eau moins appréciées	4%	4%	12%	5%	25%
Envoyer les enfants collecter l'eau	11%	2%	1%	4%	18%
Puits moins appréciés (non amélioré/non traitée)	2%	7%	7%	3%	17%
Eau de surface	1%	5%	5%	3%	14%
Moins se laver	4%	0%	1%	3%	9%
Boire moins	4%	0%	1%	2%	8%
Collecter à la source plus éloignée	0%	2%	2%	2%	7%
Dépenser l'argent d'autres besoins	1%	1%	0%	0%	2%
<b>Total</b>	<b>26%</b>	<b>22%</b>	<b>30%</b>	<b>22%</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2. Hygiène

Le résultat de l'évaluation a montré que les ménages (98%) connaissent les moments clés pour le lavage des mains. Cependant, 89% ne dispose d'un dispositif pour le lavage de main. Ce qui signifie que les connaissances théoriques n'ont pas été appliquées. 74% déclare ne pas disposer de savon en quantité suffisante pour le lavage des mains.

**Tableau 4:** Matériels utilisés pour la menstruation

Matériels utilisés	Lim Pende	Ombella-Mpoko	Ouaka	Ouham	Total
Pagne réutilisable	37%	5%	24%	8%	73%
Serviette hygiénique réutilisable	2%	1%	0%	8%	11%
Plusieurs couches de culotte	0%	0%	0%	8%	8%
Serviette hygiénique à usage unique	4%	2%	0%	1%	7%

La pratique d'hygiène de menstruation reste traditionnelle pour la plupart. 65% des interviewés déclarent qu'elles ont rencontré de problèmes avec le matériel d'hygiène qu'elles utilisent pendant leur menstruation. Ces problèmes

sont présentés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 5:** Problèmes liés au matériel de menstruation

Type de problème	Lim Pende	Ombella-Mpoko	Ouaka	Ouham	Total
Matériels trop cher	42%	0%	27%	11%	80%
Matériels non disponibles au marché	1%	0%	5%	6%	12%
Marché trop loin		1%	0%	7%	8%

<sup>3</sup> Manuel Sphère-2018, P.168

Le manque de moyen financier face à la cherté de matériels reste le facteur limitant/blocage d'accès des femmes aux matériels modernes appropriés et hygiéniques pour leur menstruation. Ce qui affecte leur dignité.

### 2.4.3. Assainissement

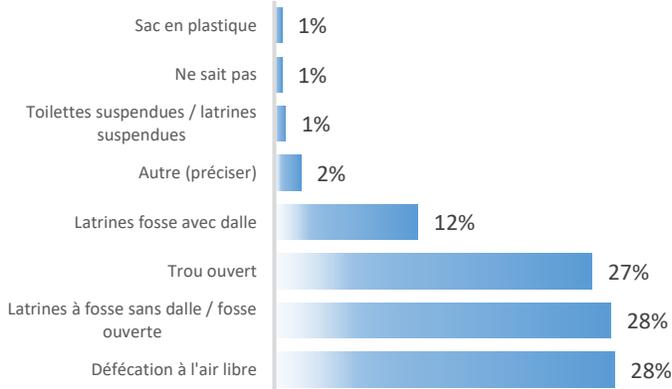


Figure 15: Espace utilisé pour se soulager

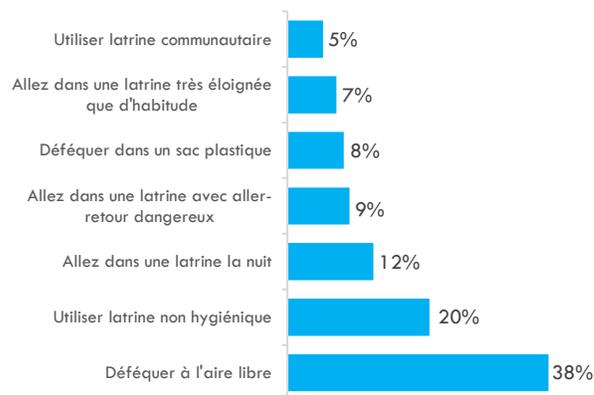


Figure 16: Stratégie face au problème de latrine

L'assainissement demeure une problématique à part entière dans les zones de cette enquête car seulement 45% des ménages déclarent avoir accès à une douche. 28% des ménages utilisent l'aire libre comme espace dédié à se soulager. 28% autre des latrines à fosse sans dalle ou une simple fosse ouverte. 27% utilisent juste un trou ouvert. Au vu de ce résultat, nous déduisons que les ménages et surtout les enfants sont exposés aux maladies liées à l'assainissement transmises par la voie oro-fécale. Notons que 72% des ménages interviewés ont déclaré que les latrines qu'ils utilisent sont non hygiéniques et il n'y a pratiquement pas de séparation de latrine par genre. Du coup, ces latrines constituent un lieu où l'on peut facilement attraper une maladie. D'ailleurs, 38% des ménages confirment qu'il y a au moins un enfant atteint de diarrhée dont 26% avec du sang au sein de leur ménage au cours de deux dernières semaines. 13% déclarent qu'il y a au moins deux enfants touchés dont 8% avec diarrhée sanglante.

La stratégie d'adaptation (Cf. graphique ci-dessus) utilisée par les ménages pour faire face au problème de latrine contribue toujours à rendre l'environnement très infectieux.

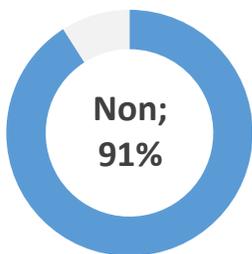


Figure 17: Séparation de la latrine par genre

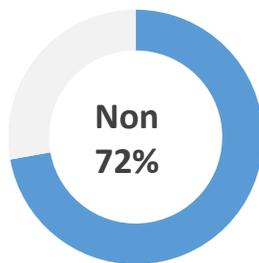


Figure 18: Hygiène des latrines

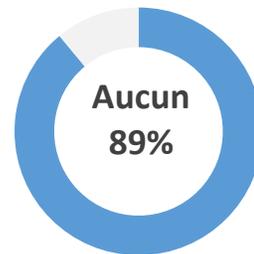
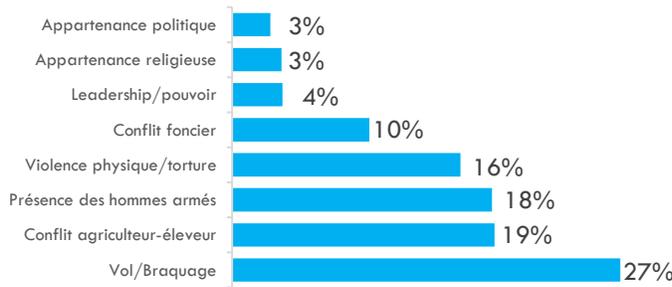


Figure 19: Existence d'un dispositif de lavage de mains

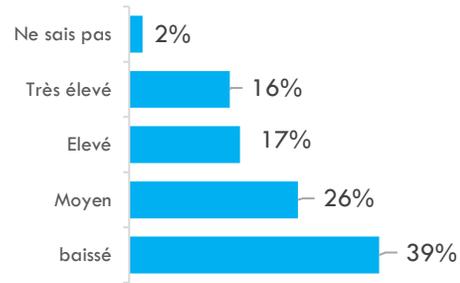
**Points clés :** Le secteur EHA connaît plus de problème et des besoins prioritaires pour les ménages dans les zones de cette enquête. La plupart des ménages n'ont pas accès à l'eau en quantité suffisante pour leurs besoins de base. Aucune notion d'hygiène n'est appliquée par ces ménages. L'environnement reste et demeure la principale voie pour la transmission par les voies oro-fécales des maladies liées à l'eau et l'assainissement à cause de la défécation à l'aire libre et les types de latrines utilisés pour se soulager. Les besoins en matériels d'hygiène pour la menstruation sont un véritable défi en termes d'appui afin de contribuer à assurer la dignité humaine notamment des femmes et filles en âge de puberté.

## 2.5. PROTECTION ET REDEVABILITE

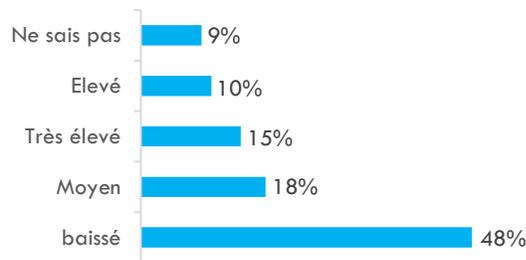
### 2.5.1. Protection



**Figure 20:** Principales sources de tension dans la communauté



**Figure 21:** Niveau des cas de violence conjugale dans la communauté



**Figure 22:** Niveau des cas de maltraitance/violence émotionnelle dans les zones de l'enquête

Le résultat de l'évaluation a montré que les cas de violence basés sur le genre sont récurrents dans les zones cibles de cette enquête. 17% des ménages ont déclaré que les cas de violence conjugale sont élevés et 16% ont dit très élevé. La somme de ces deux tendances donne environ 33% à considérer comme une proportion assez importante de cas de violence conjugale dans les trois zones. A cela s'ajoute les cas de maltraitance/violence émotionnelle cités très élevé (15%) et élevé (10%) soit une proportion d'environ

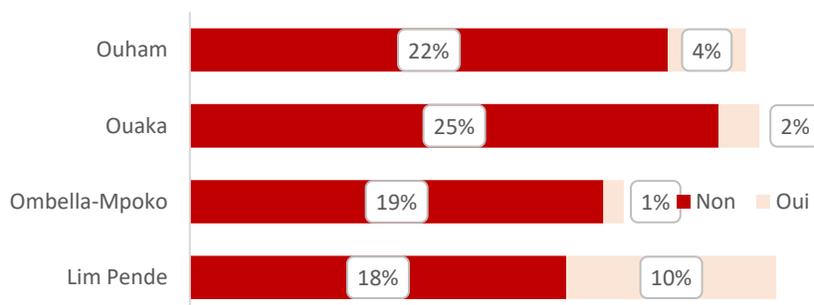
25%. Les femmes veuves, les enfants orphelins ou sous tutelle d'un parent proche sont les véritables victimes de cette situation.

Nous mettons également en exergue les cas de protection notamment de l'atteinte au respect de la dignité humaine. Le résultat sur les principales sources de tension dans la communauté montre que le droit et la dignité humaine sont toujours atteints à cause des actes de braquage/vol (27%), les tortures/violence physique (16%) du fait de la présence des groupes armés. La tension entre agriculteurs et éleveurs prend de plus en plus d'ampleur et contribue à la dégradation de la bonne cohabitation entre les communautés hôtes et les peuls sédentaires et surtout nomades. Le constat a montré que cette situation a pris plus d'ampleur dans la Ouaka (21%), ensuite l'Ombella-M'Poko (11%) mais également dans Lim-Péné (9%) et Ouham (7%).

## 2.5.2. Redevabilité et engagement communautaire



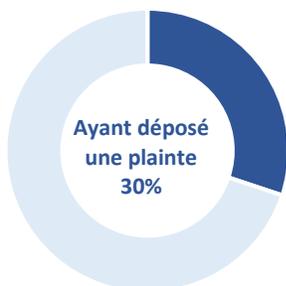
**Figure 23:** Proportion de participants ayant connaissance du mécanisme de retour de plaintes



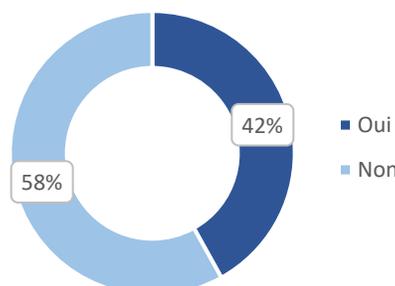
**Figure 24:** Proportion des participants ayant connaissance du mécanisme de plainte par localité

Les résultats de l'étude sur la thématique de la redevabilité, principalement sur le mécanisme de gestion ont montré que la majorité (84%) des ménages n'ont pas connaissance de l'existence d'un mécanisme de retour de plaintes.

L'analyse des détails par localité présentée par le graphique ci-dessus montre que les préfectures de Ouaka et de l'Ouham ont un taux élevé de participants ayant affirmé ne pas avoir connaissance de l'existence du mécanisme de remontée de plainte. Parmi ceux (16%) qui ont déclaré avoir connaissance de ce mécanisme, seuls 30% ont attesté avoir déposé une plainte ou fait une suggestion.



**Figure 25:** Proportion de participants ayant connaissance du mécanisme et ayant déposé une plainte



**Figure 26:** Proportion des participants ayant reçu ou non de retour à leur plainte

Sur la question de feedback aux suggestions ou plaintes, un peu moins de la moitié des participants (42%) ont affirmé avoir eu un retour. La méconnaissance du mécanisme par une proportion très élevée de la communauté démontre qu'elles sont moins informées et impliquées dans la mise en œuvre des actions humanitaires. Les communautés sont souvent considérées comme des bénéficiaires au sens strict du terme et non comme des partenaires des actions du projet. Ce qui les place dans une situation de dépendance totale de l'aide humanitaire. Du coup, elles ne peuvent s'exprimer ou donner une suggestion même quand tout va mal par peur d'être exclu et ou privé de l'aide. Ceci ne reflète pas le principe de Neutralité de la norme humanitaire et surtout la non-application des engagements 4, nous citons « La réponse humanitaire est fondée sur la communication, la participation et les retours d'information. » et engagement 5, nous citons « Les plaintes sont bien accueillies et traitées. » du Core Humanitarian Standard (CHS).<sup>4</sup>

L'approche des acteurs humanitaires à mettre des boîtes à suggestion un peu partout dans leur zone d'intervention semble non adaptée car n'a pas été décidée par consensus avec les communautés. Ceci est démontré par le fait que 65% des ménages interviewés ont déclaré préférer le « face-à-face » comme canal et la meilleure manière de soumettre leur feedback.

<sup>4</sup> Manuel du Sphère-2018, (P.58) et le manuel CHS.

**Points clés :** Le défis relevé en termes de besoins se résume en la lutte contre les cas de violence basé sur le genre et des efforts à aider les ménages victimes des cas de protection à retrouver leur dignité qui est un droit selon le principe de la protection inscrite dans la charte humanitaire. Les communautés continuent de subir des cas de violence conjugale, des tortures/violence physique mais aussi de la maltraitance/violence émotionnelle. La cohésion sociale semble se dégradée progressivement à cause de conflit entre agriculteurs et éleveurs qui prend de plus en plus d'ampleur susceptible de devenir un conflit intercommunautaire d'envergure.

La redevabilité reste une faiblesse de l'intervention humanitaire dans les zones de cette enquête. Le mécanisme de retour d'information reste méconnu des communautés. La communication, la participation et l'implication effective des communautés restent un défi entier à relever par les différents acteurs afin de soigner et renforcer leur redevabilité envers les communautés qui dorénavant ne doivent être considérées simplement comme des bénéficiaires de l'aide mais également comme des participants aux actions des différents projets.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'enquête ainsi réalisée a permis d'identifier et prioriser les besoins humanitaires et multi sectoriel des ménages dans les zones de la Ouaka, l'Ombella-M'poko et Lim-Péndé comme suit :

- Sécurité alimentaire et nutrition : Environ 41% des ménages sont en besoin d'assistance alimentaire d'urgence. Les localités de Lim-Péndé (16%) et la Ouaka (13%) qui semblent très affectées sont prioritaires en termes de zone géographique. L'appui à la reconstitution des moyens de subsistance notamment à la production agricole (principale activité/occupation des ménages) à travers les distributions de semences et outillages agricoles sont des besoins identifiés comme prioritaires pour les ménages. Les besoins d'encadrement technique des ménages qu'il faille d'abord structurer en groupement sur les itinéraires techniques des différentes cultures sont indispensables ainsi qu'une approche basée sur les filières porteuses afin de contribuer à l'amélioration de la production agricole dont une augmentation favoriserait la disponibilité et l'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires.
- Sur le plan nutritionnel, même si les besoins restent le renforcement des structures de prise en charge des cas de malnutrition, un accent particulier doit être mis sur la sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles.
- Economie des ménages : Les besoins prioritaires restent au niveau micro l'encadrement des ménages selon une approche focalisée sur le développement des initiatives d'entraide communautaires à travers les AGR, les tontines améliorées et, au niveau macro une approche entrepreneuriale focalisée sur le montage des business plan et recherche des micro-crédits auprès des EMF afin d'assurer véritablement leur autonomie financière à faire face aux différents besoins de leur ménages.
- EHA : L'accès à l'eau pour les besoins vitaux de base des ménages reste critique et dévient une priorité absolue pour les ménages. La construction des forages, l'aménagement des puits et sources d'eau en tenant compte de l'expansion démographique et la valeur culturelle sont des réponses attendues à ces besoins.
- La promotion à l'hygiène notamment la conscientisation des communautés à appliquer les notions d'hygiène reste un défi majeur. Les activités de distribution des savons, des dispositifs pour le lavage des mains selon le modèle de « work for no food items » sont souhaitées comme appui. Il en est de même pour la construction des latrines selon l'approche Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC).
- Protection : Les besoins identifiés se résument en la création et le renforcement des structures de référencement et prise en charge holistique des cas de VBG et de protection. Pour cela, une redynamisation et le renforcement du mécanisme de protection communautaire et des analyses sensibles aux conflits sont envisageables afin de développer des actions appropriées pour la prévention et la gestion des différents incidents de protection.